

La Vie Internationale

20 Sept 52

Petites et Grandes controverses

C'est au moment où les négociations d'ordre militaire entre la Yougoslavie et la Grèce faisaient prévoir une coordination de la défense des Balkans et de l'Adriatique, entre les Alliés du Bloc Atlantique et l'Armée de Tito, que le Maréchal a brusquement lancé contre l'Italie et ses dirigeants une attaque verbale jugée injurieuse. Tito fort de la position stratégique qu'il détient, manœuvre avec audace pour obtenir le maximum d'aide sans s'engager avec ses partenaires sur le terrain politique. La vieille querelle italo-slave autour de Trieste demeure aussi virulente que par le passé.

Avec Tito, comme avec son ancien maître Staline, les Anglo-saxons ont affaire à forte partie. L'habileté de ces dictateurs rouges consiste à ne jamais dévoiler leur jeu. On ne sait jamais distinguer ce qui est pure manœuvre de tactique diplomatique, d'une résolution véritable. En refusant à l'Italie toute concession sur Trieste, Tito met les trois grands, qui ont en 1948 promis le retour du territoire à l'Italie, dans une position gênante.

L'opinion italienne ne comprend pas qu'on puisse sacrifier un allié sûr à un partenaire incertain. Les concessions franco-anglo-américaines pour soutenir l'économie chancelante de la Yougoslavie et renforcer son potentiel militaire sont jugés à Rome avec irritation. On le conçoit sans peine. On peut se demander si la position stratégique de Tito valait le risque de consolider en pays slave un communisme politiquement aussi dangereux, sinon plus, que celui de l'U.R.S.S.

Ce qui a convaincu les Américains de poursuivre cette politique d'assistance au dictateur yougoslave c'est qu'il est le seul, dans ce pays composite et disparate déchiré de haines religieuses et raciales, à pouvoir maintenir une unité politique. Sans lui l'unité yougoslave se briserait et Moscou trouverait, dans l'un ou l'autre des tronçons, des alliés plus sûrs que les satellites qu'il a soumis jusqu'ici. L'U.R.S.S. installée en Dalmatie, la défense de la Grèce serait impossible et sa sécurité en Méditerranée précaire. Tito peut tout se permettre et l'échec subi par les Soviétiques dans la lutte contre le renégat du Kominform est compensé en partie par les difficultés qu'il crée à l'entente atlantique.

Après cette polémique violente entre Tito et De Gasperi, le Maréchal a fait une mise au point qui semble éclairer ses intentions véritables : collaborer sur le plan militaire avec les Alliés, mais rester

intransigent sur Trieste, sans se soucier des intérêts italiens. La dernière proposition de Tito : un condominium Italo-yougoslave sur Trieste et son territoire ressemble à une gageure.

On réalise aisément ce que cela pourrait être, un nouveau Berlin après Postdam, une plaie vive entretenue d'incidents entre les deux rivaux d'une part, entre l'Italie et ses alliés anglo-saxons, de l'autre. Malheureusement les Américains et les Anglais sont sans moyens pour faire plier Tito à moins de lui refuser de l'aide. Mais les militaires du Pentagone et l'amiral Carney ne supporteraient pas que leurs plans stratégiques soient mis en péril pour des raisons purement politiques qu'ils jugent futiles. En quoi ils ont peut-être tort. Car ce n'est pas de la force militaire de Tito que dépend la paix du monde, pas même de la position respective des deux blocs dans l'Adriatique.

Les pourparlers sino-russes à Moscou.

Si prudent qu'on doive demeurer en ces matières, on ne peut s'empêcher de supposer que la stratégie de l'U.R.S.S. est en ce moment soumise à une étude approfondie à Moscou entre Russes et Chinois. Il ne semble pas que la véritable raison de ces conciliabules prolongés ait été jusqu'ici mise en lumière : la voix à notre avis.

Les Sino-Soviétiques voient venir le moment où les Américains vont mettre en jeu en Corée, si l'armistice n'est pas conclu, les armes nouvelles susceptibles de révolutionner l'art militaire. Avec de tels moyens dont l'emploi n'est plus qu'une affaire de mois, les Américains pourront liquider l'affaire coréenne au risque d'anéantir complètement la partie du pays qu'occupent les armées chinoises et nord-coréennes. Les Russes hésitent à employer les armes nécessaires à une contre-offensive qui serait terriblement coûteuse et sans doute inefficace à la longue. Ils hésitent à risquer un échec qui aurait de profondes répercussions dans toute l'Asie et pourrait amener l'effondrement progressif des mouvements rebelles dans tout le Sud-Est asiatique. C'est pourquoi il n'est pas impossible que de nouvelles propositions d'armistice soient offertes sous peu par les Russes et les Chinois, afin, sinon d'aboutir, tout au moins de prolonger l'état actuel de guerre limitée le plus longtemps possible.

Les deux politiques américaines.

Walter Lippmann dans une série d'articles a pris position dans la polémique qu'ont suscitée les dé-

clarations successives des deux candidats à la présidence des Etats-Unis : Stevenson et Eisenhower. La reprise en somme sous une forme simplifiée des deux théories politico-stratégiques du « containment et du Roach ». Faut-il contenir les Russes ou les refouler et, surtout, comment ?

Après Acheson qui a fait là-dessus un discours remarquable, Lippmann déplore les professions de foi qui ne peuvent que diviser l'opinion des alliés des Etats-Unis, alors que dans l'état présent des choses on ne voit pas comment l'une ou l'autre des politiques pourrait être appliquée sans inconvénient, l'une donnant aux Russes d'emblée tout ce qu'ils souhaitent et l'autre évitant des risques de guerre. La politique future des Etats-Unis et de leurs alliés ne pouvant qu'évoluer et se préciser au gré des circonstances et non selon un plan rigoureux, ce choix est imprévisible et les modalités d'application encore plus.

Ce qu'on peut retenir des articles de Lippmann, qui contiennent d'excellentes choses et méritent d'être médités, c'est que dans l'état présent la politique russe vise à consolider cet immense empire le plus vaste que l'histoire ait connu et cela en évitant autant la guerre totale que l'apaisement. La guerre froide étant l'instrument même de défense de ce nouvel empire.

Lippmann d'autre part, souligne que ce bloc de 750 millions d'habitants qui va de Weimar aux portes de l'Alaska et du Japon et jusqu'àuprès d'Hanoï constitue une menace qu'aucune supériorité militaire ne peut compenser. A la longue si aucune modification géographique n'intervient dans l'empire soviétique, le poids de cette masse finirait par s'accroître et absorberait les faibles territoires qu'il borde.

Le danger est là, danger politique et psychologique, qui relève plus de la physique encore que la stratégie. Polémiquer sur les moyens d'y parer est plein de risques et sans profit aucun.

CRITON.